Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio

Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft

Band: 61 (1943)

Heft: 182

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 26.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bern
Samstag, 7. August
1943

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Berne
Samedi, 7 août
1943

Feuille officielle suisse du commerce · Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint täglich,
ausgenommen an Sonn- und Feiertagen

61. Jahrgang — 61me année

Paraît tous les jours,
le dimanche et les jours de fête exceptés

N° 182

Redaktion und Administration:
Effingerstrasse 3 in Bern. Telephon Nr. (031) 21660

Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden — Abonnementsbeträge nicht an obige Adresse, sondern an Postschalter einzahlen — Abonnementspreis für SHAB. (ohne Beilagen): *Schweiz:* jährlich Fr. 22.30, halbjährlich Fr. 12.30, vierteljährlich Fr. 6.30, zwei Monate Fr. 4.50, ein Monat Fr. 2.50 — *Ausland:* Zuschlag des Portos — Preis der Einzelnummer 25 Rp. — Annoncen-Regie: Publicitas AG. — Insertionstarif: 20 Rp. die einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum; Ausland 25 Rappen — Jahresabonnementspreis für „Die Volkswirtschaft": Fr. 8.30.

Rédaction et Administration:
Effingerstrasse 3, à Berne, Téléphone n° (031) 21660

En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste — Prière de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus, mais au guichet de la poste — Prix d'abonnement pour la FOSC. (sans suppléments): *Suisse:* un an 22 fr. 30; un semestre 12 fr. 30; un trimestre 6 fr. 30; deux mois 4 fr. 50; un mois 2 fr. 50 — *Etranger:* Frais de port en plus — Prix du numéro 25 cts — Régie des annonces: Publicitas SA. — Tarif d'insertion: 20 cts la ligne de colonne d'un mm ou son espace; étranger 25 cts — Prix d'abonnement annuel à „La Vie économique" ou à „La Vita economica": 8 fr. 30.

N° 182

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. Faillites et concordats. Fallimenti e concordati.
Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio.
Bilanzen. Bilans. Bilanci.

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation

(SchKG 230.)

Falls nicht binnen zehn Tagen ein Gläubiger die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten hinreichende Sicherheit leistet, wird das Verfahren geschlossen.

(L. P. 230.)

La faillite sera clôturée faute par les créanciers de réclamer dans les dix jours l'application de la procédure en matière de faillite et d'en avancer les frais.

Kt. St. Gallen *Konkursamt St. Gallen* (683)

Gemeinschuldnerin: Widmer-Oswald Olga, Frau, von Mosnang, Konditorei, Hintere Davidstrasse 20, St. Gallen.
Konkurseröffnung: 8./19. Juli 1943.
Datum der Einstellungsverfügung: 4. August 1943 mangels Massavermögen.
Einsprachefrist: 10 Tage à dato (bis und mit 16. August 1943).
Falls nicht ein Gläubiger die Durchführung des Konkurses verlangt und für die Kosten eine Sicherheit von Fr. 300 leistet, wird das Verfahren geschlossen.

Ct. de Genève *Office des faillites, Genève* (690)

La liquidation par voie de faillite ouverte contre Bovier Pierre, représentant, Rue Thalberg 6, à Genève, par ordonnance rendue le 27 juillet 1943 par le Tribunal de première instance a été, ensuite de constatation de défaut d'actif, suspendue le 4 août 1943 par décision du juge de la faillite.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 17 août 1943 la continuation de la liquidation, en faisant l'avance de frais nécessaire en 250 fr., la faillite sera clôturée.

Ct. de Genève *Office des faillites, Genève* (691)

La liquidation par voie de faillite ouverte contre Sécurim SA., ayant son siège à Genève, par ordonnance rendue le 21 juin 1943 par le Tribunal de première instance a été, ensuite de constatation de défaut d'actif, suspendue le 4 août 1943 par décision du juge de la faillite.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 17 août 1943 la continuation de la liquidation, en faisant l'avance de frais nécessaire en 250 fr., la faillite sera clôturée.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(SchKG 249—251.)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgerichte angefochten wird.

(L. P. 249—251.)

L'état de collocation, original ou rectifié passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Luzern *Konkursamt Weggis* (684)

Gemeinschuldner: Abt Hans Peter, Kaufmann, Villa Perkeo, Vitznau, nun in Commugny bei Coppet.
Anfechtungsfrist: innert 10 Tagen von der Bekanntmachung an.

Ct. de Genève *Office des faillites, Genève* (692)

Failli: Succession répudiée de Blanc Joseph-Léon, q. v. garagiste, Rue des Pâquis 45, à Genève.

L'état de collocation des créanciers de la faillite susindiquée peut être consulté à l'office susnommé. Les actions en contestation de l'état de collocation doivent être introduites dans les dix jours à dater de cette publication; sinon, l'état de collocation sera considéré comme accepté. Sont également déposés l'état des revendications et l'inventaire contenant la liste des objets déclarés de stricte nécessité. Les recours et demandes de cession de droits doivent être déposés dans le même délai de 10 jours.

Konkursstreigerungen — Vente aux enchères publiques après faillite

(SchKG 257—259.) (L. P. 257—259.)

Ct. de Genève *Office des faillites, Genève* (693)

Vente immobilière — Unique enchère

Le mercredi 15 septembre 1943, à 14 heures 15, aura lieu à Genève, dans la salle des ventes de l'Office des faillites, Place de la Taconnerie 7, la vente aux enchères publiques, en une seule enchère et à tout prix, de l'immeuble ci-après désigné, dépendant de la faillite de la

Société immobilière Prairie Jolimont F,

société anonyme établie à Genève.

Désignation de l'immeuble à vendre:

L'immeuble à vendre est situé dans la commune de Genève (section Eaux-Vives) et consiste en:

La parcelle n° 982, feuille 28, d'une surface de 2 a 77 m², sur laquelle existe, Rue Henri-Mussard 4, le bâtiment n° F 122, de 2 a 62 m², logements maçonnerie, le surplus, de 15 m², nature places et jardins.

De la parcelle 982 dépend la copropriété pour un neuvième des parcelles n° 898, de 8 a 58 m², nature routes et chemins, et n° 899, de 11 a 19 m², champs et prés, et la copropriété pour un cinquième de la parcelle 981, de 5 a 10 m², nature places et jardins.

Mise à prix:

L'immeuble pourra être adjugé même au-dessous de la mise à prix de **deux cent soixante-cinq mille francs**, montant de l'estimation, ci . . 265 000 fr.

Avis:

L'état des charges et les conditions de la vente sont déposés à l'Office des faillites, où chacun peut en prendre connaissance.

Genève, le 5 août 1943. Office des faillites,
le préposé: M. Greder.

Ct. de Genève *Office des faillites, Genève* (694)

Vente immobilière — Unique enchère

Le mercredi 15 septembre 1943, à 14 heures 15, aura lieu à Genève, dans la salle des ventes de l'Office des faillites, Place de la Taconnerie 7, la vente aux enchères publiques, en une seule enchère et à tout prix, de l'immeuble ci-après désigné, dépendant de la faillite de la

Société immobilière «Tilleuls-Jura»,

société anonyme établie à Genève.

Désignation de l'immeuble à vendre:

L'immeuble à vendre est situé dans la commune de Genève (section Petit-Saconnex) et consiste en:

La parcelle n° 1042, feuille 35, d'une surface de 2 a 73 m², sur laquelle existent, Rue Charles-Giron 11 et Rue Daubin, les bâtiments suivants:

N° F 124, de 2 a 13 m², logement maçonnerie; n° F 126, de 59 m², dépendances, le surplus, nature place, de 1 m².

De la parcelle n° 1042 dépend la copropriété pour un cinquième de la parcelle n° 1037, de 4 a 19 m², avec bâtiments F 111 et F 112, dépendances, garages, places et jardins.

Mise à prix:

L'immeuble pourra être adjugé même **au-dessous** de la mise à prix de **deux cent quarante mille francs**, montant de l'estimation, ci . . . 240 000 fr.

Avis:

L'état des charges et les conditions de la vente sont déposés à l'Office des faillites, où chacun peut en prendre connaissance.

Genève, le 5 août 1943. Office des faillites,
le préposé: M. Greder.

Réalisation des immeubles dans la procédure de la saisie et de la réalisation de gage

(L. P. 138, 142; O. T. féd. du 23 avril 1920, art. 29.)

Par la présente, les créanciers gagistes et les titulaires de charges foncières sont sommés de produire à l'office soussigné, dans le délai fixé pour les productions, leurs droits sur l'immeuble, notamment leurs réclamations d'intérêts et de frais, et de faire savoir en même temps si la créance en capital est déjà échue ou dénoncée au remboursement, le cas échéant pour quel montant et pour quelle date. Les droits non annoncés dans ce délai seront exclus de la répartition, pour autant qu'ils ne sont pas constatés par les registres publics.

Devront être annoncées dans le même délai toutes les servitudes qui ont pris naissance avant 1912 sous l'empire du droit cantonal ancien et qui n'ont pas encore été inscrites dans les registres publics. Les servitudes non annoncées ne seront pas opposables à l'acquéreur de bonne foi de l'immeuble, à moins que, d'après le code civil suisse elles ne produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Ct. de Berne *Office des poursuites de Delemont* (66[illegible])

Vente immobilière — Enchère unique

Le jeudi 9 septembre 1943, à 16 heures, à la maison d'école à Vermes, il sera procédé à la vente définitive aux enchères publiques des immeubles suivants, appartenant à Bandelier Joseph, négociant, à Saignelégier, savoir: Ban de Vermes: nos 640, 641, 642, 644, 645, 646, 647 et 649, Les Terras et Petits-Terras, habitation, grange, écurie, cave, remise, assise, aisance, jardin, pré, pâturage et forêt, d'une contenance totale de 65 ha 84 a 38 ca et d'une estimation cadastrale de 97 700 fr.

Estimation officielle: 55 000 fr.

Délai pour les productions: 20 août 1943.

Les conditions de vente et l'état des charges seront déposés à l'office pendant 10 jours à compter du 26 août 1943.

La réalisation est requise ensuite de poursuite d'un créancier gagiste en 2e rang.

Delémont, le 28 juillet 1943. Office des poursuites,
le substitut: Jos. Ory.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Nachlasstundung und Aufruf zur Forderungseingabe

(SchKG 295, 296, 300.)

Sursis concordataire et appel aux créanciers

(L. P. 295, 296, 300.)

Den nachbenannten Schuldnern ist eine Nachlasstundung bewilligt worden.

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen in der Eingabefrist beim Sachwalter einzulegen, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfalle bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.

Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Kt. Bern *Konkurskreis Erlach* (685)

Schuldner: Gasser Ernst, Comestibles und Spezereihandlung, in Ins.
Datum der Stundungsbewilligung durch Verfügung des Gerichtspräsidenten von Erlach: 27. Juli 1943.
Dauer der Stundung: 4 Monate.
Sachwalter: P. Hunziker, Notar, Ins.
Eingabefrist: bis zum 28. August 1943. Anmeldung der Forderungen schriftlich beim Sachwalter.
Gläubigerversammlung: Freitag den 10. September 1943, vormittags 10 Uhr, im Bureau des Notars in Ins.
Aktenauflage: 10 Tage vor der Versammlung beim Sachwalter.

Kt. Solothurn *Konkurskreis Solothurn* (686)

Schuldner: Schmid-Biedermann Jean, des Jean sel., Fuhrhalterei, von und in Solothurn.
Datum der Stundungsbewilligung: 2. August 1943.
Dauer der Stundung: 4 Monate.
Sachwalter: Konkursamt Solothurn.
Eingabefrist: bis und mit 27. August 1943. (Die Forderungen sind Wert 2. August 1943 zu berechnen.)
Gläubigerversammlung: Mittwoch den 15. September 1943, 15 Uhr, im Bureau des Konkursamtes Solothurn.
Aktenauflage: 10 Tage vor der Versammlung beim Sachwalter.

Verhandlung über die Bestätigung des Nachlassvertrages

(SchKG 304, 317.)

Délibération sur l'homologation de concordat

(L. P. 304, 317.)

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen.

Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Kt. Zürich *Bezirksgericht Bülach* (687)

Zur Verhandlung über den Nachlassvertrag, welchen

von Gunten Hans,

Bauunternehmer, Glattbrugg, seinen Gläubigern vorschlägt, ist Tagfahrt angesetzt worden auf Dienstag den 24. August 1943, vormittags 9 Uhr.

Die Bekanntmachung gilt als Ladung für die Gläubiger vor das Bezirksgericht Bülach im Bezirksgebäude Bülach.

Bülach, den 3. August 1943.

Im Namen des Bezirksgerichtes Bülach,
der ausserordentliche Substitut: Dr. Rechenberg.

Ct. de Genève *Tribunal de première instance, Genève* (695)

Le Tribunal de première instance, sis à Genève, Place du Bourg-de-Four, Palais de justice, deuxième cour, 1er étage, salle A, statuera en audience publique, le mardi 17 août 1943, à 10 heures, sur l'homologation du concordat intervenu entre Balik Ernest, négociant en bonneterie et confection, précédemment Rond Point de Plainpalais, actuellement Rue de Carouge 21, Genève, et ses créanciers.

Les opposants sont invités à se présenter à cette audience afin de faire valoir leurs moyens.

Tribunal de première instance de Genève:
J. Gavard, cis-greffier.

Bestätigung des Nachlassvertrages — Homologation du concordat

(SchKG 306, 308.) (L. P. 306, 308.)

Kt. Bern *Richteramt Aarberg* (688)

Schuldner: Mühlethaler Paul, Papeterie, Lyss.
Datum des Entscheides: 23. Juli 1943.
Der Entscheid ist in Rechtskraft erwachsen.

Aarberg, den 4. August 1943. Der Gerichtspräsident i. V.

Kollokationsplan im Nachlassverfahren

(SchKG 249, 250, 293 ff.)

Kt. Graubünden *Konkurskreis Schanfigg* (689)

Im Nachlassverfahren mit Vermögensabtretung von Reichel H., Obst, Südfrüchte und Gemüse, Arosa, liegt der Kollokationsplan vom 9. August 1943 an im Bureau des Betreibungsamtes Schanfigg in Arosa den beteiligten Gläubigern zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Planes sind innert 10 Tagen ab 9. August 1943 gerichtlich anhängig zu machen widrigenfalls er als anerkannt betrachtet würde.

Arosa, den 4. August 1943.

Der gerichtlich bestellte Sachwalter:
C. A. Rosenmund.

Verschiedenes — Divers — Varia

Kt. Basel-Stadt *Betreibungsamt Basel-Stadt* (696)

Rückruf einer Grundstückversteigerung

Die auf Donnerstag den 19. August 1943, nachmittags 2½ Uhr, angesetzte Versteigerung des dem Buderer-Erb Wilhelm Karl, von Basel, gehörenden Grundstückes:

Riehen, Sektion A, Parzelle 210¹, haltend 5 a 46 m², mit Gebäuden Erlensträsschen 2 (Gasthof zum Ochsen),

findet nicht statt.

Basel, den 7. August 1943. Betreibungsamt Basel-Stadt.

Handelsregister — Registre du commerce — Registro di commercio

Zürich — Zurich — Zurigo

3. August 1943.

Sennereigenossenschaft Schwandeisbach, Lipperschwendi, Seewadei und Umgebung, in Bauma (SHAB. Nr. 202 vom 1. September 1942, Seite 1969). Diese Genossenschaft hat in der Generalversammlung vom 1. Mai 1943 neue, den Vorschriften des revidierten Obligationenrechtes angepasste Statuten angenommen. Die publikationspflichtigen Tatsachen haben dadurch folgende Aenderungen erfahren: Die Firma lautet **Milchgenossenschaft Wellnau, Lipperschwendi, Seewadei und Umgebung.** Ihr Zweck ist bestmögliche Verwertung der im Genossenschaftskreis produzierten Kuhmilch, rationelle Versorgung der daselbst wohnenden Bevölkerung mit Milch und Milchprodukten sowie Förderung der beruflichen Kenntnisse durch Veranstaltung von Vorträgen und Kursen. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haften die Mitglieder solidarisch. Ausserdem besteht unbeschränkte Nachschusspflicht. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt, Mitteilungen an die Genossenschafter durch Anschlag am Hüttenlokal oder Zirkular. Die Verwaltung besteht aus 5 bis 6 Mitgliedern. Präsident oder Vizepräsident führen mit Aktuar oder Kassier Kollektivunterschrift zu zweien. Neu wurde als Vizepräsident in die Verwaltung gewählt Adolf Rüegg, von und in Bauma. Der Präsident Heinrich Pfenninger oder der Vizepräsident Adolf Rüegg führen mit dem Aktuar Hans Schoch oder dem Kassier Alfred Wolfensberger, von und in Bauma (bisher) Kollektivunterschrift zu zweien. Domizil: in Wellnau.

3. August 1943.

WAKO, G.m.b.H. für Waldverkohlung in der Ostschweiz, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 251 vom 28. Oktober 1942, Seite 2454). Die «Holzgasgeneratoren A.G.», in Zürich, ist aus der Gesellschaft ausgeschieden. Ihre Stammeinlage von Fr. 24 000 ist an den neuen Gesellschafter Sebastian Jenny-Schweizer, von und in Ennenda (Glarus), übergegangen. Die «Metzger & Cie. A.G.», in Buchs (St. Gallen), ist ebenfalls aus der Gesellschaft ausgeschieden. Ihre Stammeinlage von Fr. 24 000 ist an die Gesellschafterin «Benzin-Vertriebs-Aktiengesellschaft», in Zürich, übergegangen, womit sich deren Stammeinlage auf Fr. 40 000 erhöht. In der Gesellschafterversammlung vom 28. Juli 1943 wurden die Statuten entsprechend revidiert. Durch eine weitere Statutenänderung wurde in der gleichen Gesellschafterversammlung bestimmt, dass die Geschäftsführung einem oder mehreren Gesellschaftern oder Nichtgesellschaftern übertragen werden kann, unter gleichzeitiger Regelung der Zeichnungsbefugnis. Die Firmen «E. & E. Hauser, vorm. E. Hauser-Hottinger» und «Holzgasgeneratoren A.G.» sind nicht mehr mit der Geschäftsführung betraut; die Unterschrift von Heinrich Gertsch als Vertreter der letztgenannten Firma ist erloschen. Einziger Geschäftsführer mit Einzelunterschrift ist Emil Hauser, von und in Wädenswil, der bisher als Vertreter der Firma «E. & E. Hauser, vorm. E. Hauser-Hottinger» die Geschäftsführung ausübte und Kollektivunterschrift führte.

3. August 1943. Chemische, pharmazeutische und kosmetische Produkte, Nährmittel.

W. Gräflein, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Ernst Willy Gräflein, von Steckborn (Thurgau), in Zollikon. Fabrikation und Vertrieb chemischer, pharmazeutischer und kosmetischer Produkte sowie von Nährmitteln. Rämistrasse 8.

3. August 1943. Trikotagen- und Wäscheversandgeschäft.

Emanuel Hirsch, in Zürich (SHAB. Nr. 40 vom 17. Februar 1938, Seite 373), Trikotagen- und Wäscheversandgeschäft. Die Firma ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

4. August 1943. Immobilien usw.

Genossenschaft Schmelzberg, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 91 vom 19. April 1940, Seite 725), Erwerb, Verwertung und Verwaltung von Immobilien und Hypotheken. Diese Genossenschaft hat sich durch Beschluss der Generalversammlung vom 15. Juli 1943 im Sinne der bundesrätlichen Verordnung vom 29. Dezember 1939 über die Umwandlung von Genossenschaften in Handelsgesellschaften ohne Liquidation in eine Aktiengesellschaft umgewandelt. Aktiven und Passiven der Genossenschaft sind auf Grund der Uebernahmebilanz per 15. Juli 1943 an die «Aktiengesellschaft Schmelzberg», in Zürich, übergegangen. Die eingangs genannte Firma ist, nachdem sämtliche Gläubiger der Genossenschaft die neue Aktiengesellschaft Schmelzberg als Schuldnerin angenommen haben, erloschen.

4. August 1943. Immobilien usw.

Aktiengesellschaft Schmelzberg, mit Sitz in Zürich. Im Sinne der bundesrätlichen Verordnung vom 29. Dezember 1939 über die Umwandlung von Genossenschaften in Handelsgesellschaften hat sich die «Genossenschaft Schmelzberg», in Zürich, durch Beschluss der Generalversammlung vom 15. Juli 1943 ohne Liquidation in eine Aktiengesellschaft unter obiger Firma umgewandelt. Die Statuten datieren vom 15. Juli 1943. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, die Verwaltung und Verwaltung von Immobilien und Hypotheken. Das Grundkapital beträgt Fr. 50 000 und ist eingeteilt in 100 voll liberierte Inhaberaktien zu Fr. 500. Die Aktiengesellschaft Schmelzberg übernimmt von der Genossenschaft Schmelzberg gemäss Uebernahmebilanz per 15. Juli 1943 Aktiven im Betrage von Fr. 294 126.10 und Passiven im Betrage von Fr. 294 126.10. In diesen Passiven ist eingeschlossen ein Genossenschaftskapital im Betrage von Fr. 20 000, eingeteilt in 40 Genossenschaftsanteilscheine zu Fr. 500. Vom Aktienkapital wird der Teilbetrag von Fr. 20 000 von den Genossenschaftern der Genossenschaft Schmelzberg liberiert durch Einbringung der 40 Genossenschaftsanteile der Genossenschaft Schmelzberg im Nennwertbetrage von Fr. 500. Für jeden eingebrachten Genossenschaftsanteil wird eine als voll liberiert geltende Aktie der Aktiengesellschaft Schmelzberg im Nennwertbetrage von Fr. 500 ausgehändigt. Publikationsorgan der Gesellschaft ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens zwei Mitgliedern. Die Gesellschaft wird vertreten durch die Einzelunterschrift des Präsidenten sowie die Kollektivunterschrift der übrigen Mitglieder des Verwaltungsrates zu zweien unter sich oder je mit einem Geschäftsführer oder Prokuristen. Dem Verwaltungsrat gehören an: Carl Wehrli-Thielen, von und in Zürich, Präsident; Max Binney, britischer Staatsangehöriger, in Zürich, und Willy Schweizer, von und in Zürich. Geschäftsdomizil: Bahnhofstrasse 44, in Zürich 1.

4. August 1943.
Wohlfahrtsfonds der Firma A. Kurt Gebauer « Otis-Aufzüge » in Zürich, mit Sitz in Zürich. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Urkunde vom 23. Juli 1943 eine Stiftung. Ihr Zweck ist, Angestellten und Arbeitern der Firma « A. Kurt Gebauer ‚Otis-Aufzüge' », in Zürich, Zuwendungen zu machen, nachdem sie nach mindestens fünfjähriger Zugehörigkeit infolge Alters oder Krankheit aus der Firma ausgeschieden sind und unverschuldet in eine Notlage kommen sollten. Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von mindestens drei Mitgliedern und die Kontrollstelle. Der Stiftungsrat bestimmt die unterschriftsberechtigten Personen sowie die Art der Zeichnung. Mitglieder des Stiftungsrates sind: Kurt Anton Gebauer, von Wädenswil, in Oberrieden, Präsident; Meinrad Inglin, von Rothenthurm, in Richterswil, Vizepräsident, und Berta Widmer, von und in Zürich, Schriftführerin. Die Genannten führen Kollektivunterschrift je zu zweien. Domizil: Birmensdorferstrasse 273, in Zürich 3, bei der Firma A. Kurt Gebauer « Otis-Aufzüge ».

4. August 1943. Mechanische Treibriemenweberei usw.
Aktiengesellschaft ehemals M. Schoch-Wernecke (Société Anonyme ci-devant M. Schoch-Wernecke), in Stäfa (SHAB. Nr. 244 vom 20. Oktober 1942, Seite 2385), Betrieb einer mechanischen Treibriemenweberei usw. Siegmund Weil-Heinsheimer ist infolge Todes aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Der Verwaltungsratspräsident Max Ruoff-Jaeggli führt an Stelle der Kollektivunterschrift nun Einzelunterschrift.

4. August 1943. Fichtenbalsam usw.
Josef Cuel, in Wädenswil (SHAB. Nr. 70 vom 24. März 1938, Seite 665), Fabrikation und Vertrieb von Fichtenbalsam usw. Die Firma verzeigt als neues Geschäftslokal Eidmattstrasse 3.

4. August 1943. Vertretungen in Isolierbändern, Abdichtungsmassen usw.
Rudolf Gysin, in Wädenswil. Inhaber dieser Firma ist Rudolf Gysin, von Basel, in Wädenswil. Vertretungen, insbesondere von Isolierbändern und Abdichtungsmassen, Marke « Denso ». Seestrasse 106.

4. August 1943. Recta-Buchhaltungs-Maschinen usw.
A. Hediger, Recta-Buchhaltung, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Arthur Hediger, von Reinach (Aargau), in Zürich 10. Fabrikation und Export der Recta-Buchhaltungs-Maschinen und -Geräte. Hohenklingenstrasse 23.

4. August 1943.
Industrie-Verlag G.m.b.H., mit Sitz in Zürich. Unter dieser Firma ist auf Grund der Statuten vom 30. Juli 1943 eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gebildet worden. Ihr Zweck ist der Verlag von literarischen Werken über industrielle Fragen sowie die Beteiligung an gleichen oder ähnlichen Unternehmungen. Das Stammkapital beträgt Fr. 20 000. Gesellschafter sind mit folgenden Stammeinlagen: Egon Anrig, von Sargans, in St. Gallen, mit Fr. 2000, und Bernhard Boehi, von Au (St. Gallen), in St. Gallen, mit Fr. 18 000. Die Gesellschaft übernimmt von dem Gesellschafter Bernhard Boehi dessen Verlagsrechte betreffend das « Sammelwerk für Kontrolle und Messung im Fabrikationsprozess » gemäss Uebernahmevertrag vom 29. Juli 1943 zum Uebernahmepreis von Fr. 9000, der auf die Stammeinlage des Sacheinlegers angerechnet wird. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Geschäftsführer mit Einzelunterschrift ist der obgenannte Gesellschafter Bernhard Boehi. Geschäftsdomizil: Paradeplatz 3, in Zürich 1, eigenes Lokal.

Bern — Berne — Berna

Bureau Interlaken

3. August 1943. Stickereien, Textilwaren.
Felix H. Schoch, Fabrikation und Handel in Stickereien und Textilwaren (SHAB. Nr. 219 vom 19. September 1933, Seite 2198). Diese Firma hat den Sitz ihres Geschäftes nach Zürich verlegt (SHAB. Nr. 175 vom 30. Juli 1943, Seite 1745). Die Firma wird im Handelsregister von Interlaken von Amtes wegen gelöscht.

Bureau Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

21. Juli 1943.
Eisenbahngesellschaft Spiez - Erlenbach, Aktiengesellschaft mit Sitz in Erlenbach im Simmental (SHAB. Nr. 306 vom 31. Dezember 1937, Seite 2904). Die Aktiengesellschaft hat in der Generalversammlung vom 20. Oktober 1942 beschlossen, sich durch Fusion mit der Aktiengesellschaft « Erlenbach-Zweisimmen-Bahn », mit Sitz in Zweisimmen, aufzulösen, gemäss Fusionsvertrag vom 20./21. Oktober 1942. Darnach übernimmt die « Erlenbach-Zweisimmen-Bahn » Aktiven und Passiven der « Eisenbahngesellschaft Spiez - Erlenbach » auf Grund einer auf den 31. Dezember 1941 erstellten Uebernahmebilanz. Die Gläubiger der « Eisenbahngesellschaft Spiez - Erlenbach » haben sich einverstanden erklärt, die « Erlenbach-Zweisimmen-Bahn » als einzige Schuldnerin anzuerkennen. Infolgedessen wird die aufgelöste Gesellschaft im Handelsregister gestrichen.

Zug — Zoug — Zugo

24. Juli 1943.
Darlehenskasse Unterägeri, in Unterägeri. Unter dieser Firma hat sich eine Genossenschaft gebildet, deren Statuten vom 11. Juli 1943 datieren. Die Genossenschaft hat den Zweck: a) ihren Mitgliedern die zu ihrem Wirtschafts- und Geschäftsbetriebe nötigen Darlehen zu beschaffen; b) jedermann Gelegenheit zu geben, seine müssig liegenden Gelder gegen Sparkassabüchlein, Obligationen, Depositen- und Kontokorrentbüchlein verzinslich anzulegen; c) ein unteilbares Genossenschaftsvermögen anzusammeln. Einen Geschäftsgewinn zu erzielen wird nicht beabsichtigt. Das Genossenschaftskapital zerfällt in Anteilscheine von Fr. 100. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haften die Mitglieder persönlich, unbeschränkt und solidarisch. Die Genossenschaft beschränkt sich auf die Gemeinde Unterägeri. Die gesetzlich vorgeschriebenen Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt, die übrigen Bekanntmachungen und die Einladungen zur Generalversammlung im «Amtsblatt des Kantons Zug». Der Vorstand besteht aus 5 Mitgliedern. Die Unterschrift führen der Präsident, der Vizepräsident und der Aktuar kollektiv je zu zweien. Jakob Heinrich-Iten ist Präsident; Andreas Iten-Troxler, Vizepräsident; Christian Hugener, Aktuar; alle von und in Unterägeri.

4. August 1943. Schreinerei.
Gottfried Baumgartner, in Cham, mechanische Bau- und Möbelschreinerei (SHAB. Nr. 300 vom 24. Dezember 1931, Seite 2771). Die Firma ist infolge Todes des Inhabers erloschen. Aktiven und Passiven werden durch die neue Einzelfirma « Gottfried Baumgartner », in Cham, übernommen.

4. August 1943. Schreinerei.
Gottfried Baumgartner, in Cham. Inhaber dieser Firma ist Gottfried Baumgartner, von und in Cham-Hagendorn. Der Inhaber übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma « Gottfried Baumgartner », in Cham, Mechanische Bau- und Möbelschreinerei.

4. August 1943. Bäckerei, Spezereien usw.
Josef Staub z. Schlüssel, in Menzingen (SHAB. Nr. 194 vom 20. August 1941, Seite 1636), Bäckerei, Konditorei, Spezerei- und Futterhandlung. Die Firma ist infolge Todes des Inhabers erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die Firma « Hans Staub, z. Schlüssel », in Menzingen.

4. August 1943. Bäckerei, Spezereien usw.
Hans Staub z. Schlüssel, in Menzingen. Inhaber dieser Firma ist Johann Staub, von Neuheim, in Menzingen. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma « Josef Staub z. Schlüssel », in Menzingen. Bäckerei, Konditorei, Spezerei- und Futterhandlung. Oberdorf.

Freiburg — Fribourg — Friborgo

Bureau de Fribourg

4 août 1943.
Tellko S.A. pour l'industrie photochimique (Tellko A.G. für photochemische Industrie) (Tellko Ltd. for photochemical Industry), société anonyme dont le siège est à Fribourg (FOSC. du 6 juillet 1943, n° 154, page 1550). Le capital social de 600 000 fr. est entièrement libéré.

Bureau de Romont (district de la Glâne)

2 août 1943. Boulangerie, etc.
Paul Bosson-Périsset, avec siège à Gillarens. Le titulaire de la raison est Paul Bosson, allié Périsset, de Promasens et Rue, à Gillarens. Boulangerie et alimentation générale.

Bureau Tafers (Bezirk Sense)

7. Juni 1943.
Schweizerische Investitions- und Treuhandgesellschaft A.G., mit Sitz in Düdingen (SHAB. Nr. 98 vom 28. April 1939, Seite 887). An der Generalversammlung vom 8. Mai 1943 wurde die Auflösung beschlossen und gleichzeitig die beendigte Liquidation konstatiert. Die Gesellschaft wird gelöscht.

Solothurn — Soleure — Soletta

Bureau Stadt Solothurn

3. August 1943.
Bauhandwerker-Verband Solothurn und Umgebung, in Solothurn (SHAB. Nr. 236 vom 8. Oktober 1941, Seite 1987). Diese Genossenschaft hat in ihrer ordentlichen Generalversammlung vom 15. Mai 1943 die Statuten abgeändert. Die Aenderungen sind nicht publikationspflichtig. Emil Rauber ist als Präsident der Verwaltung ausgeschieden und seine Kollektivunterschrift ist erloschen. Er bleibt Mitglied der Verwaltung ohne Unterschriftsberechtigung. An seiner Stelle wurde als Präsident gewählt Albert Geiser, von Langenthal, in Solothurn. Er führt die Unterschrift kollektiv mit dem Sekretär.

Basel-Stadt — Bâle-Ville — Basilea-Città

3. August 1943.
Verwaltungs- & Handels A.G., in Basel (SHAB. 1942 I, Nr. 66, Seite 655). Das Domizil der Firma wurde nach Gerbergasse 30 verlegt.

3. August 1943. Elektrotechnische Bedarfsartikel.
Regent A.G., in Basel (SHAB. 1942 I, Nr. 109, Seite 1091), elektrotechnische Bedarfsartikel usw. Die Unterschrift des Direktors Emil Dreier ist erloschen.

3. August 1943.
Internationale Transportgesellschaft Gebrüder Gondrand Aktiengesellschaft, mit Hauptsitz und Zweigniederlassung in Basel (SHAB 1943 I, Nr. 72, Seite 695). Aus dem Verwaltungsrat ist Anselmo Del Mastro-Calvetti ausgeschieden.

3. August 1943.
Amans-Madeux-Stiftung, mit Sitz in Basel. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Stiftungsurkunde vom 21. Juli 1943 eine Stiftung mit dem Zweck, in der Liegenschaft Schützenmattstrasse 38 in Basel ein Damenheim zu führen, in das Damen aus besserem Hause, die entweder Schweizer Bürgerinnen oder Französinnen sind und in Basel wohnen, gegen Entrichtung eines bescheidenen Pensionsgeldes aufgenommen werden sollen. Dem aus 3 Mitgliedern bestehenden Stiftungsrat gehören an: Rudolf Hediger, von und in Basel, Präsident; Schwester Salesia Rutishauser, von Obersommeri (Thurgau), und Schwester Candida Weiss, von Ingenbohl, beid in Ingenbohl (Schwyz). Sie zeichnen zu zweien. Domizil: Schützenmattstrasse 38.

Tessin — Tessin — Ticino

Ufficio di Lugano

3 agosto 1943. Casa di cura.
Dott. Giacomo Mensch, in Tesserete, esercizio del « Ferien- & Kurhotel Tesserete » (FUSC. del 13 maggio 1931, n° 109). La ditta modifica la denominazione della propria azienda in « Esercizio della casa di cura Kurhaus Capriasca ».

3 agosto 1943. Articoli di orologeria, ecc.
Ermanno Narich, in Lugano, articoli di orologeria, gioielleria, ecc. (FUSC. del 20 luglio 1943, n° 166). La ditta viene cancellata per rinuncia alle ventilate operazioni commerciali.

3 agosto 1943.
Monte Carmen Società Immobiliare S.A., con sede in Lugano (FUSC. del 27 giugno 1941, n° 148). L'assemblea straordinaria degli azionisti tenutasi il 20 luglio 1943 ha proceduto alla revisione dei propri statuti, apportandovi le seguenti modificazioni: Il capitale sociale è stato aumentato da fr. 40 000 a fr. 50 000, mediante l'emissione di 10 nuove azioni al portatore. Le azioni formanti il capitale sociale sono state trasformate da azioni nominative in azioni al portatore. Conseguentemente il capitale sociale dell'importo di fr. 50 000 è suddiviso in 50 azioni da fr. 1000 cadauna, al portatore, interamente liberate. Le pubblicazioni e le comunicazioni riguardanti la società saranno fatte sul Foglio ufficiale svizzero di commercio e sul Foglio officiale del cantone Ticino. Le altre modificazioni statutarie prese in detta assemblea non interessano i terzi. Federico Anderegg, fu Goffredo, da Wangen an der Aare (Berna), domiciliato a Lugano, è stato designato membro del consiglio di amministrazione in

sostituzione del defunto Alberto Ritter, la firma del quale viene cancellata. I membri del consiglio firmano collettivamente a due.

3 agosto 1943. Prodotti coloniali, ecc.

Rubiacea Export Corporation, società anonima con sede a Lugano, importazione ed esportazione di prodotti coloniali ed affini (FUSC. del 7 giugno 1943, n° 130). Nell'assemblea generale straordinaria del 28 luglio 1943, la società ha modificato la propria ragione sociale in **Rubiacea S.A.**

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau de Cossonay

4 août 1943. Epicerie, merceric, etc.

Alfred Autier, à Sévery, épicerie, mercerie, tabac, cigares, vaisselle, clouterie, ferronnerie, etc. (FOSC. du 2 octobre 1919, n° 236, page 1731). Cette raison est radiée, le titulaire n'atteignant plus la recette brute prévue par l'article 54 de l'ORC.

Bureau de Grandson

4 août 1943. Boucherie.

John Jaccard, boucherie du Tyrol, à Ste-Croix. Le chef de cette maison, dont le siège est à Ste-Croix, est John Jaccard, fils d'Arnold, de et à Ste-Croix. Boucherie. Rue du Tyrol.

Bureau de Payerne

4 août 1943.

Syndicat agricole de Missy, société coopérative dont le siège est à Missy (FOSC. du 30 mai 1930, n° 124, page 1152). Le président est Auguste Roulet; le secrétaire est André Thévoz (déjà inscrit); les deux de et à Missy. A cessé de faire partie du comité Samuel Roulet, président, dont la signature est radiée. La société est engagée par la signature collective du président et du secrétaire.

Schweizerische Hagel-Versicherungs-Gesellschaft in Zürich

Bilanz auf 31. Dezember 1942

Aktiven	Fr.	Ct.	Passiven	Fr.	Ct.
Wertschriften:			Gesellschaftskapital:		
Obligationen und Pfandbriefe	8 522 840	—	Gesetzlicher Reservefonds	8 315 481	48
Schuldbuchforderungen	252 500	—	Spezialreserven:		
Hypothekarische Anlagen	65 000	—	Rückversicherungsreserve	620 052	—
Grundstücke	180 000	—	Schuldverpflichtungen:		
Wechsel, Guthaben bei Banken, Postscheck, Kassa	88 460	60	bei Banken	1 357 259	50
Verlust (VG. 29)	1 210 663	33	Kautionen	26 670	95
	10 319 463	93		10 319 463	93

Zürich, den 8. Januar 1943.

Schweizerische Hagel-Versicherungs-Gesellschaft
Der Direktor: **Delarageaz.**

SA. Vautier frères & Cie, Yverdon - Grandson

Emprunt obligataire de 4½% de 1917

Messieurs les porteurs d'obligations faisant partie de l'emprunt de 1 382 500 fr. de 1917 sont informés que l'amortissement de 20 000 fr. au 1er septembre 1943 a été effectué par tirage au sort. Yv. 16

Les obligations dont les numéros suivent sont remboursables dès le 1er septembre prochain, à la Banque cantonale vaudoise à Lausanne et à ses agences. Elles ne portent plus d'intérêt dès cette date.

36	680	1238	2286	3229	4440	5990	8042	10091	11492
37	702	1262	2354	3235	4579	5995	8275	10104	11626
59	705	1269	2377	3290	4596	6076	8408	10205	11703
62	776	1285	2405	3353	4732	6098	8422	10499	12136
82	787	1291	2406	3372	4749	6118	8463	10501	12153
117	841	1295	2431	3434	4766	6316	8491	10523	12204
169	848	1355	2437	3539	4791	6322	8492	10542	12224
195	855	1409	2442	3568	5075	6354	8589	10555	12277
203	903	1477	2504	3778	5207	6381	8614	10575	12306
248	916	1502	2536	3797	5258	6397	8705	10746	12328
284	939	1530	2550	3817	5347	6470	8890	10762	12366
320	940	1683	2593	3848	5391	7605	8894	10768	12405
440	990	1706	2627	3853	5395	7627	8962	10936	12422
454	992	1745	2672	4064	5633	7667	8969	10937	13121
471	1005	1755	2816	4077	5722	7740	9220	10965	13136
563	1013	1775	2891	4080	5758	7771	9231	11135	13194
590	1073	1930	2940	4253	5763	7852	9232	11172	13295
655	1079	2003	2963	4348	5764	7928	9280	11211	13548
658	1183	2139	2994	4359	5874	7989	9287	11228	13713
679	1210	2201	3056	4413	5949	8017	10008	11320	13719

Yverdon, le 4 août 1943. Le conseil d'administration.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S MINISTER

at Berne

and the Staffs of the British Legation and British Consulate, deeply regret to announce the sudden death at Arolla (Valais) on 5th August 1943 of

Mr.

Charles Arthur Küpfer M.B.E.

His Britannic Majesty's Consul at Berne.

Funeral at the Crematorium, Berne, at 2.15 p. m.

Monday, 9th August 1943.

Flowers may be sent to the Crematorium Berne.

Lugano Adler-Hotel
und Erica-Schweizerhof
beim Bahnhof. Umgeben von Gärten. Sitzungsräume. Zimmer von Fr. 4.50 an. Telephon 2 42 17.
Besitzer: **Kappenberger-Fuchs.**

Bezirksgericht Aarau

Rechnungsruf

Das Bezirksgericht Aarau hat am 4. August 1943 über

Reist-Ammann Heinrich,

Fabrikant von Rüegsau, in **Aarau,** gestorben am 16. Juli 1943, das öffentliche Inventar mit Rechnungsruf bewilligt.

Die Gläubiger und Schuldner, mit Einschluss der Bürgschaftsgläubiger, werden aufgefordert, ihre Forderungen und Schulden bis **7. September 1943** bei der **Gemeindekanzlei Aarau** anzumelden, ansonst die in Art. 590 ZGB. erwähnten Folgen eintreten (Art. 581 ff. ZGB.).

Aarau, den 4. August 1943.

On 66 **Bezirksgericht.**

Institut auf dem Rosenberg über St. Gallen
Landschulheim für Knaben, in idealer, stärkender Höhenlandschaft (800 m ü. M.)
Alle Schulstufen von 1. Primarklasse bis Handelsdiplom und Maturität
Spezialabteilungen G 80
Vorbereitung für:
1. Handelshochschule St. Gallen, Universität, ETH.
2. Technikum, Verkehrsschule, Post, Zoll, Eisenbahn.
3. Offizielles französisches und englisches Sprachdiplom der Universitäten Nancy und Cambridge (Prüfung im Institut).
Der Unterricht in diesen Spezialabteilungen erfolgt auf Grund jahrelanger Erfahrung, in beweglichen Kleinklassen und durch erstklassige Lehrkräfte. Besondere Umschulungskurse.
1943: sämtliche Kandidaten der oben genannten Spezialabteilungen erfolgreich.
Beratung und Prospekte durch die Direktion.

Schilder-Fabrik
LOUIS MEYER & CO
vorm. Daubenmeier & Meyer
ZÜRICH 5
Limmatstr. 28, Tel. 3 22 02

Seva 28
Ziehung 4. September
Sie können sich mit:
Fr. 3.— an 1 Serie
Fr. 6.— an 2 Serien
Fr. 11.50 an 4 „
Fr. 27.50 an 5 „
Fr. 54.— an 10 „
Fr. 135.— an 50 „
beteiligen. Ferner ¼-Lose zu Fr. 1.40 und Einzellose.
P. Dill, Marktg. 18, **Bern.**
Tel. 3 43 06, Postscheck-Nr. III 2723. Verl. Sie Prospekte.

Pfister
SCHILDER für alle Zwecke
E. PFISTER & CIE
Tel. 60923 Zürich 6

Warenumsatzsteuer

Broschüre, enthaltend sämtliche Erlasse, erhältlich zu **Fr. —.90** bei Voreinzahlung auf Postcheckrechng. III 5600 Schweizerisches Handelsamtsblatt, Bern.

Durisol
Schrägbodenplatten
sparen Baukosten und Heizmaterial durch rasche, bequeme Montage und hohe Isolierfähigkeit sowie geschlossene Fugen. 90-3
DURISOL AG. für Leichtbaustoffe, Dietikon, Telephon Nummer 91 86 66

Schweizerische Treuhandgesellschaft
Zürich — Bahnhofstrasse 66
BASEL — St.-Albananlage 1
Genf — Rue du Mont-Blanc 3

Annoncenteil und verantwortlich für den Inseratenteil: Publicitas AG. — Régie des annonces et responsabilité pour ces dernieres: Publicitas SA. — Druck: Fritz Pochon-Jent AG., Bern.